

# Lettre ouverte de BDS France au Conseil municipal de Belfort

Paris, le 4 juillet 2019

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les conseillères et conseillers municipaux de Belfort,

Votre ville entretient des relations de jumelage et de partenariat avec plusieurs villes du monde.

Parmi ces villes figure semble-t-il la ville israélienne d'Afula, ainsi que le révèlent ces articles :

- L'Est Républicain : [Belfort et la ville israélienne d'Afula partenaires](#)
- Université de Franche-Comté : [Belfort se lie avec Israël](#)
- L'Est Républicain : [Belfort renforce ses liens avec Israël et la Palestine](#)

Ce partenariat est encouragé par une association de loi 1901, France-Israël Belfort, dont l'objet déclaré dans les statuts est :

Promouvoir une image positive d'Israël, défendre sa légitimité et lutter contre la désinformation qui peut s'exercer à son encontre ; soutenir le Jumelage Belfort-Afula ; soutenir toutes les initiatives de paix visant à mettre fin aux conflits concernant Israël ; promouvoir les actions d'échanges entre la France et Israël.

Or, certain-e-s élu-e-s parmi vous le savent probablement déjà, l'image positive d'Israël que présente la municipalité d'Afula, c'est sa volonté d'interdire la ville aux populations non juives.

Au cours du mois dernier, son maire et son maire adjoint ont rejoint des dizaines de manifestants, dont des membres du conseil municipal, pour manifester contre la vente d'une maison à une famille arabe. Un membre du conseil, Itai Cohen, a déclaré que la municipalité continuerait à « veiller à ce qu'Afula préserve son caractère juif ».

Les manifestants ont agité des drapeaux et des banderoles de l'organisation raciste Lehava, qui s'oppose aux mariages mixtes ainsi qu'aux droits des LGBT et tente d'étouffer l'activité publique des non-juifs en Israël.

Plus récemment, l'accès au parc public de la ville a été interdit à des Palestiniens venant de la ville de Nazareth.

Le maire d'Afula, Avi Elkabetz, s'était présenté aux élections sur une plate-forme de « préservation du caractère juif d'Afula » et, après les élections, les conseillers municipaux ont ajouté cet engagement à leur serment d'allégeance (ce fait a été rapporté par le quotidien Haaretz).

Imaginez-vous que votre conseil municipal interdise à toute personne qui ne serait pas d'origine chrétienne ou « française de souche » de vivre à Belfort ?

Nous espérons que non, et c'est pourquoi nous vous demandons dans cette « lettre ouverte » de rompre tout partenariat avec Afula.

Nous ajoutons que le cas d'Afula n'est pas un cas isolé et que l'État d'Israël a officialisé par une loi « Israël État-nation du peuple juif » sa politique coloniale et d'apartheid visant à exclure le peuple autochtone palestinien.

Conformément aux termes des statuts de l'association France-Israël Belfort, tous ces faits doivent être connus par quiconque se soucie de lutter contre la désinformation qui peut s'exercer à l'encontre d'Israël et soutenir toutes les initiatives de paix visant à mettre fin aux conflits concernant Israël

Nous vous adressons cette lettre au nom de la Campagne BDS France. La campagne internationale BDS (Boycott,

Désinvestissement, Sanctions contre l'État d'Israël jusqu'à ce qu'il se conforme au droit international) est inspirée par la campagne qui avait contribué à mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud.

Nous nous tenons à votre disposition pour toute précision.  
Dans l'attente d'une réponse, nous vous transmettons nos sincères salutations.

La Campagne BDS France